

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

DECISION DU PRESIDENT

DU 12 SEPTEMBRE 2016

L'AN DEUX MILLE SEIZE, LE DOUZE SEPTEMBRE
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°49 – PATRIMOINE – CONVENTION PORTANT INDEMNISATION D'OCCUPATION PRECAIRE DU DOMAINE PRIVE DE
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL PAR LE SG COP21**

Le Président,

Vu l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le décret n°2015-1660 du 11 Décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial «Paris Terres d'Envol»,

Vu l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,

Vu la délibération de l'établissement public territorial « Paris Terres d'Envol » en date du 11 janvier 2016 par laquelle le conseil territorial a délégué ledit jour, à son Président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions pour décider de la conclusion ou de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas 12 ans,

Vu la demande du Secrétariat Général chargé de la préparation et de l'organisation de la COP21 (SG COP21), adressée par courrier du 15 septembre 2015 à la Communauté d'Agglomération de l'Aéroport du Bourget, pour la mise à disposition d'une partie du foncier situé sur l'ancienne base militaire de Dugny, du 5 novembre 2015 au 23 décembre 2015,

Vu le projet de convention d'occupation précaire ci-annexé pour une durée de 49 jours et une redevance de 4500 euros non soumise au régime de la TVA ;

Vu les redevances sur le terrain demandé lors de la tenue tous les deux ans du Salon International de l'Aéronautique, dont celle de 2015 établie sur le ratio de 0, 00729 E HT / M² /jour.

Vu le budget de l'Etablissement Public Paris Terres d'Envol,

Considérant que l'établissement public territorial Paris, Terres d'Envol (PTE) est propriétaire à Dugny d'un terrain d'environ 10 hectares, affecté à son domaine privé, et sur lequel se situe un tarmac actuellement non utilisé ;

Considérant que la demande du SG COP21 pour la mise à disposition de terrain intervient dans le cadre de la parfaite sécurisation de la COP 21.

Considérant qu'en l'absence d'intérêt commercial de la COP21 et compte tenu du caractère d'intérêt général que revêtait cette manifestation, la redevance s'appuie sur le ratio de 0, 00729 E HT / M² auquel est appliqué un coefficient de minoration de 0,5 et n'est pas soumise au régime de la TVA.

DÉCIDE

Article 1 D'approuver la convention d'occupation précaire relative à la jouissance par le SG COP21 d'environ 25 000 m² de tarmac sur la base de Dugny sur la période du 5 novembre 2015 au 23 décembre 2015, en contrepartie d'une redevance d'un montant de 4 500 euros non soumise au régime de la TVA (QUATRE MILLE CINQ CENTS EUROS)

Article 2 De dire que la recette résultant de cette décision sera inscrite au budget de l'Etablissement Public Territorial en cours.

Article 3 Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil de Territoire

Pour extrait conforme



Le Président
Bruno BESCOT

Accusé de réception en préfecture
093-200023448-20160912-49-12-09
-2016-AU
Date de télétransmission :
21/09/2016